

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 15/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT (usine de Xeulilly)

Route de Pierreville
54990 XEUILLEY

Références : SAF/IP/1407_2022
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement VICAT (usine de Xeulilly) implanté 16 Route de Pierreville 54990 XEUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT (usine de Xeulilly)
- 16 Route de Pierreville 54990 XEUILLEY
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société VICAT à Xeulilly exploite d'une part des installations de production de ciment autorisées par arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié et exploitera prochainement une unité d'activation des argiles (réchauffeur industriel – projet «dénommé « Argilor ») autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/1110 du 04 janvier 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la gestion des consommations en eau du site, et de la mise en place d'un plan d'économie en eau et de son application sur le site, au regard des restrictions d'usages de l'eau en place et opposables aux installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se

veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 21/04/2006, article II.6	/	Sans objet
3	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 3	/	Sans objet
7	Consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur la gestion de l'eau du site (prélèvements) en période de sécheresse.

L'inspection n'a pas relevé de non conformité sur les points contrôlés lors de la visite de contrôle.

L'exploitant projette de changer le compteur d'eau en 2023 ce qui pourra faire l'objet d'une vérification ultérieure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements d'eau dans le Madon (60 m³/h) sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de coupure.
Constats : L'inspection note que l'exploitant utilise : - de l'eau provenant du Madon (masse d'eau "Madon 4"). Le débit horaire d'eau prélevée est inférieur, le jour de la visite de contrôle, à celui autorisé fixé à 60 m³/h (en effet, il était d'environ 12 m³/h) lequel correspondant au débit maximal de la pompe en place et a été fixé au regard de la production maximale à savoir une capacité maximale de production retenue de 2 000 tonnes par jour de clinker (100 tonnes/heure). A ce jour la production est d'environ 1 500 t/j. Les 3 principales utilisations de l'eau provenant du Madon sont : - la production de ciment (étape notamment de granulation) - le refroidissement des outils de production - le nettoyage des camions et des wagons. - de l'eau provenant du réseau d'adduction de la commune de Xeuilley pour un usage sanitaire et exceptionnellement pour refroidir certains instruments analytiques en cas de panne du groupe froid (spectrométrie de fluorescence X et la diffraction des rayons X utilisés au laboratoire). La consommation d'eau potable est d'environ 2 000 m³/an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/04/2006, article II.6
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le Madon (60m ³ /h) sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de coupure.
Constats : L'installation dispose d'un dispositif de mesure totaliseur. L'arrêt de la pompe constitue le dispositif de coupure. De plus, après traitement par filtration, l'eau prélevée est acheminée vers le bac 1 avant d'être redistribuée aux différents postes de consommation du site ou retournée vers le Madon (trop-plein du bac). Le dispositif d'alimentation par surverse du bac permet également de disconnecter le réseau interne du milieu naturel en cas de pollution. L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence de maintenance des dispositifs de totalisateurs
Constats : Suite à l'inspection réalisée le 19/08/2020, l'inspection avait noté (cf. rapport de l'inspection SAF/IP/901-2020 du 29/09/20) que le compteur avait été changé en 2013 et que le prochain contrôle périodique devait être réalisé en 2022. L'exploitant indique que le compteur sera contrôlé en 2023 après avoir effectué le remplacement de ce dernier. Après contrôle, ce compteur sera gardé par l'exploitant pour servir de pièce de rechange si besoin. Cette modification pourra faire l'objet d'une vérification ultérieure. L'inspection rappelle qu'après ce premier contrôle du compteur de 2013, les prochaines vérifications périodiques seront à réaliser tous les 7 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suppression des usages hors process et sanitaires, interdiction des contrôles des bornes incendie. Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées ou consommatrices d'eau sont reportées (exercices incendie, opération de nettoyage à grande eau) sauf impératif lié à la salubrité ou à la sécurité publique
Constats : L'exploitant a informé des actions mises en œuvre en adressant sa déclaration le 05/08/22 via l'outil "Démarches Simplifiées". Notamment, l'exploitant a arrêté l'arrosage des pistes et le nettoyage des camions citernes et wagons sauf impératif lié à la sécurité (un des principaux usages de l'eau du site). L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Limitation des prélèvements à 70 % du prélèvement autorisé</p> <p>Les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé ont été réduites au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité) ne sont pas soumis aux réductions de prélèvement.</p> <p>Ils veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau (ordonnancement de la production)</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré, le 16/08/2022 via l'outil "démarches simplifiées", les démarches effectuées au sein du site de Xeuilley et notamment les mesures mises en œuvre pour réduire sa quantité d'eau prélevée. L'exploitant a renforcé les mesures mises en place lors du passage en "alerte renforcée" et a indiqué ne prélever que 70 % d'eau au regard de la quantité autorisée par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p> <p>A noter que la quantité autorisée à être prélevée repose sur un débit horaire à savoir 60 m³/h.</p> <p>L'inspection a constaté que le nettoyage des pistes n'est plus effectué. Le décrotteur utilisant de l'eau recyclée reste en fonctionnement pour des raisons de sécurité et salubrité.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque supplémentaire à formuler.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consommation et sobriété des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VICAT, (...) doit engager les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosage, lavage, etc.) de l'établissement susvisé, •(...) <p>Ce diagnostic doit conduire à déterminer les actions de réduction des prélèvements dans le milieu et le réseau de distribution et de diminution des rejets dans le milieu.</p> <p>Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.</p>
<p>Constats : VICAT a adressé par transmission préfectorale du 07 mars 2022 son diagnostic eau établi le 19/01/2022 par IRH. Ce dernier comporte notamment les actions que VICAT pourrait mettre en œuvre pour réduire sa consommation d'eau provenant du Madon. Par courriel du 09 août 2022, l'exploitant a adressé les actions retenues pour être mises en œuvre sous 1 an pour permettre de faire une économie quant au prélèvement de 37 500 m³.</p> <p>L'examen dudit diagnostic fera l'objet d'un rapport distinct comprenant une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire pour fixer des prescriptions relatives aux mesures à mettre en place en fonction de la situation hydrologique.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant mène actuellement une réflexion sur l'utilisation d'eaux industrielles et/ou de lixiviats qualifié(e)s de non dangereuses(x).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet